

Résumé : Cet article envisage la migration climatique non comme un simple objet de quantification, mais comme un dispositif sémiotique et politique à travers lequel le changement climatique devient perceptible et interprétable dans l'espace public. La figure médiatiquement construite du migrant climatique fonctionne comme un médiateur discursif, traduisant les effets du changement climatique en récits accessibles et en enjeux sociaux et politiques. En examinant la manière dont les médias configurent cette figure à travers des variations d'échelle – de la micro-narration locale à la macro-narration globale –, l'article montre que les nombres et les statistiques ne se contentent pas de représenter le phénomène, mais participent à la construction de sa perception publique, en modulant l'attention et les cadres interprétatifs collectifs. S'appuyant sur les réflexions de Bruno Latour, l'analyse propose de repenser le rapport entre narration, effet de vérité et action politique à partir de la notion de « Terrestre », comme acteur politique.

Mots clés : changement climatique, échelle, migrant climatique, narration médiatique, terrestre

Abstract: This paper considers climate migration not as an object of measurement or quantification, but as a semiotic and political apparatus through which climate change becomes tangible and interpretable in the public sphere. The figure of the climate migrant thus functions as a discursive mediator, translating the effects of climate change into accessible narratives and social and political stakes. By examining how media representations construct this figure across different scales – from local micro-narratives to global macro-narratives – the paper demonstrates that numbers and statistics do not merely represent the phenomenon; rather, they actively contribute to shaping its perception by modulating attention, affective responses, and collective interpretation. Drawing on the work of Bruno Latour, the analysis proposes a rethinking of the relationship between narration, truth effects, and political action from the perspective of the “Terrestrial,” understood not as a natural backdrop but as an emerging political actor within the public sphere.

Keywords: climate change, climate migrant, media narrative, scale, terrestrial

¹ antonio.cetani@unipa.it

1. Introduction

On se propose d'analyser la migration climatique non comme un simple objet de quantification, mais comme un dispositif sémiotique et politique à travers lequel le changement climatique devient perceptible, intelligible et discutable dans l'espace public. L'hypothèse qui guide cette étude est que le nombre de migrants climatiques ne fonctionne pas comme une donnée neutre ou descriptive, mais comme un opérateur discursif de mise à l'échelle, capable de transformer en profondeur la manière dont la crise climatique est narrée, évaluée et politiquement prise en charge. Selon l'échelle mobilisée, le changement climatique peut ainsi apparaître tantôt comme un drame humain localisé et incarné, tantôt comme une menace systémique globale appelant des dispositifs de gestion, de gouvernance et de prévision.

Du point de vue théorique, l'analyse s'inscrit dans le cadre de la sémiotique du discours médiatique et de la sémiotique de la culture, en dialogue avec les travaux de Bruno Latour sur la crise écologique, sur la difficulté de constituer un sujet collectif et sur le rôle des dispositifs de médiation dans la construction de la visibilité politique du changement climatique. En particulier, la notion de *Terrestre*, telle qu'élaborée par Latour, constitue l'horizon conceptuel à partir duquel est interrogée la capacité des récits médiatiques à rendre opérante une crise qui excède les cadres traditionnels de l'action politique.

Sur le plan méthodologique, l'article repose sur une analyse qualitative et comparative de deux articles issus de la presse internationale, choisis pour le contraste marqué qu'ils présentent en termes d'échelle. Le premier, publié dans *The New York Times*, adopte une perspective locale et micro-narrative, centrée sur l'expérience vécue de communautés confrontées à des événements climatiques extrêmes. Le second, paru dans *The Guardian*, mobilise au contraire une échelle macro-narrative et globale, fondée sur des projections statistiques et des scénarios à large portée géopolitique. Le choix de ce corpus volontairement restreint ne vise pas à produire une représentation exhaustive du traitement médiatique de la migration climatique, mais à mettre en évidence, de manière contrastive, les effets sémiotiques produits par le *changement d'échelle* dans la narration médiatique du phénomène. L'analyse portera plus précisément sur les modalités pathémiques, actuelles et véridictives mobilisées par les deux textes, ainsi que sur les formes de temporalisation et de responsabilité politique qui en découlent. Notre objectif est de montrer comment le nombre de migrants climatiques, loin de constituer une simple donnée quantitative, fonctionne comme un opérateur discursif de mise à l'échelle, capable de reconfigurer les régimes narratifs, pathémiques, temporels et actantiels à travers lesquels le changement climatique devient politiquement intelligible.

L'étude est structurée en trois parties. La première propose un cadrage politico-culturel du changement climatique et de sa médiatisation. La deuxième développe une analyse comparative des deux récits journalistiques, en mettant en évidence les effets de sens produits par le passage de l'échelle micro à l'échelle macro. La troisième, enfin, ouvre la réflexion sur les limites d'une approche fondée sur la seule quantification, en mobilisant la notion latourienne de *Terrestre* afin de repenser le changement climatique non comme un objet à mesurer, mais comme un acteur politique à part entière.

Dans ce cadre, notre travail s'inscrit dans un ensemble de recherches récentes qui mobilisent la sémiotique pour analyser les controverses et les tensions écologiques non comme de simples conflits d'intérêts ou d'opinions, mais comme des configurations discursives structurées. Comme l'a montré Carlo Andrea Tassinari (2025), il s'agit d'envisager les conflits écologiques comme des phénomènes

sémiotiques à part entière : « ces controverses ne sont pas qualifiées par un différend entre un parti pris pour la nature et un parti pris contre celle-ci mais, plus profondément, par une incertitude sur le monde qu'on habite » (Tassinari 2025 : 4), incertitude qui se manifeste à travers « l'émergence de médiations énonciatives, souvent conflictuelles, au fil des processus de traduction » (*Ibid.*). Cette approche permet de considérer la migration climatique non seulement comme un fait environnemental ou démographique, mais comme un lieu de confrontation entre interprétations concurrentes du changement climatique, médiatisées par des dispositifs narratifs et statistiques hétérogènes.

2. Échelle

Dans le cadre de cette étude, la notion d'échelle ne saurait être réduite à une simple question de mesure numérique. Si le nombre de migrants climatiques constitue une donnée centrale dans les discours médiatiques, il ne fonctionne jamais comme un indicateur neutre ou transparent de la réalité. Le nombre relève de la quantification, tandis que l'échelle engage une opération discursive de mise en relation, par laquelle un phénomène est rendu perceptible, comparable et interprétable au sein d'un horizon de référence plus large, qu'il soit spatial, temporel, politique ou symbolique. L'échelle peut ainsi être envisagée comme un dispositif de visibilité qui organise la perception d'un phénomène en fonction de la perspective adoptée. Le passage d'une échelle locale à une échelle globale ne correspond pas à un simple changement d'ordre de grandeur, mais implique une reconfiguration des acteurs, des régimes d'affects et des formes de responsabilité mobilisées par le discours. Il convient de préciser que le nombre n'opère pas ici comme un facteur causal autonome, mais comme un opérateur discursif dont l'efficacité dépend des dispositifs médiatiques et narratifs qui le traduisent et le rendent politiquement lisible. Les tensions écologiques mettent en effet constamment en évidence la cohabitation de plusieurs échelles, dont l'articulation ne va jamais de soi et produit des effets de sens hétérogènes, voire contradictoires. Cette approche trouve un appui théorique dans la distinction proposée par Tiziana Migliore et Marion Colas-Blaise entre proportions et échelle dans l'introduction du livre *Semiotica del formato* (2022) :

Considérer les proportions signifie observer comment les différentes parties d'un ensemble signifiant se correspondent entre elles selon leurs mesures ; l'échelle, en revanche, implique le rapport de l'ensemble ou de l'une de ses parties à un système de renvois externes. Les proportions (et la taille) relèvent du syntagmatique, tandis que l'échelle opère sur l'axe paradigmatique. En cas de changement de format, si dans les proportions c'est une partie qui se transforme par rapport au tout, dans le saut d'échelle, la transformation est généralement intégrale (2022 : 42, *trad. notre*).

Alors que les proportions concernent les relations internes entre les parties d'un ensemble signifiant, l'échelle implique le rapport de cet ensemble à un système de renvois externes et opère un changement de format susceptible d'affecter l'organisation globale du sens. Le saut d'échelle ne modifie donc pas seulement certains éléments du discours, mais redéfinit les paramètres mêmes à partir desquels un phénomène est interprété. Dans cette optique, la question de l'échelle ne saurait être dissociée des régimes normatifs et interprétatifs qui encadrent la perception collective des phénomènes environnementaux. Comme l'ont montré Luigi Virgolin, Pierluigi Cervelli, Mirella De Falco et Mauro Sarrica (2025) à propos de la justice environnementale, l'analyse sémiotique permet de mettre en évidence la tension entre la manière dont l'environnement est codifié par la norme au sens politico-

juridique du terme et la normalité sociale en matière d'environnement manifestée par l'appréciation collective du débat. Le changement d'échelle ne se limite donc pas à un déplacement quantitatif, mais engage une reconfiguration des cadres normatifs et des régimes de sens à travers lesquels un phénomène devient politiquement intelligible. Appliquée aux récits médiatiques sur le changement climatique, cette conception permet de comprendre comment la variation du nombre de migrants climatiques, telle qu'elle est médiatisée et mise en discours, participe à la construction de narrations qualitativement différentes. À une échelle réduite, la migration apparaît comme une expérience singulière, incarnée et pathémique ; à une échelle élargie, elle se transforme en phénomène abstrait, systémique et gouvernable. Dans les deux cas, l'échelle ne se contente pas de décrire la réalité, mais la configure discursivement, en orientant l'attention, les émotions et les modalités de l'action collective. C'est à partir de ce cadre théorique que sera menée l'analyse comparative des deux textes journalistiques retenus.

3. Le changement climatique comme question politico-culturelle

Au cours des dernières décennies, la question climatique s'est imposée comme l'un des enjeux les plus importants et les plus complexes de la pensée contemporaine, appelant à une profonde reconsidération des catégories conceptuelles ainsi que des institutions politiques et sociales. Dans ce contexte, la réflexion de Bruno Latour a occupé une place centrale, puisqu'il a interprété le changement climatique non seulement comme un phénomène environnemental, mais aussi comme une question politique et culturelle. Déjà dans *Politiques de la nature* (1999), le philosophe français avait posé les bases de cette réflexion, en relisant la question écologique dans son ensemble – dont la question climatique constitue aujourd'hui l'aspect le plus urgent – en termes de rapport entre les sciences, d'une part, et la politique, d'autre part. Cette perspective, qui vise à dépasser la séparation a priori entre faits scientifiques et décisions politiques, entre société et science, constitue le noyau théorique que Latour continuera à élaborer et à problématiser dans ses travaux ultérieurs.

Vingt ans plus tard, en réfléchissant à la crise climatique², le philosophe approfondit cette intuition en soulignant que le changement climatique ne représente pas simplement l'un des nombreux événements politiques contemporains, mais bien la cause profonde d'une crise plus vaste qui a ébranlé le rêve de la mondialisation (Latour 2017a), entendue non seulement comme processus économique, mais aussi comme projet politique et culturel partagé. Avec le Brexit et la première élection de Donald Trump – accompagnée du repli isolationniste des États-Unis –, la crise climatique marque la fin de l'illusion d'un monde unifié, sans limites ni frontières, nous contraignant à reconnaître qu'il n'existe pas de planète capable de soutenir indéfiniment les promesses de développement et de modernisation qui avaient nourri l'idée même de mondialisation. Latour ne place pas ces événements sur le même plan, mais les considère comme des expressions différentes d'un même processus : la crise climatique révèle

² Dans *Face à Gaïa : huit conférences sur le nouveau régime climatique* (2015), Bruno Latour précise qu'il préfère ne pas employer le terme de « crise », mais celui de « mutation » pour désigner la question écologique. En effet, l'idée de crise suppose la possibilité d'une résolution, tandis que la mutation renvoie à un changement de statut. À ce propos, le philosophe français écrit : « C'est ce que les journaux appellent vivre à l'époque d'une "crise écologique". Hélas, parler de "crise" serait encore une façon de se rassurer en se disant qu'"elle va passer" ; que la crise "sera bientôt derrière nous". Si seulement ce n'était qu'une crise ! Si seulement, cela avait été juste une crise ! D'après les spécialistes, il faudrait plutôt parler de "mutation" : nous étions habitués à un monde ; nous passons, nous mutons dans un autre » (2015 : 16). Dans cette contribution, pour des raisons de commodité terminologique et afin de maintenir la correspondance avec les articles de presse analysés, nous continuerons néanmoins à utiliser l'expression « crise climatique ».

l'impossibilité de maintenir le modèle d'une mondialisation illimitée, tandis que le Brexit et l'élection de Trump constituent des réponses politiques et identitaires à cette perte d'horizon. La Terre, loin d'être un simple décor naturel, s'impose dès lors comme un acteur politique qui nous oblige à repenser les formes de la cohabitation humaine, notre manière de vivre ensemble. Cette difficulté trouve aujourd'hui une manifestation dramatique sur le plan géopolitique : le retour de la guerre en Europe peut être lu comme l'un des effets de cette même crise planétaire qui dissout l'horizon global et impose de redéfinir notre rapport politique à la Terre. La compétition pour les territoires, les ressources et les conditions mêmes de la vie sur la planète en constitue la manifestation la plus évidente, rendant cette redéfinition d'autant plus urgente. Dans cette perspective, la guerre n'apparaît pas comme un phénomène extérieur à la crise écologique, mais bien comme l'une de ses conséquences les plus tangibles.

Au regard de cette lecture, qui montre comment le changement climatique a mis en crise des structures politiques et culturelles consolidées, il devient évident que sa perception publique et la formation de l'opinion dépendent étroitement des processus de représentation médiatique. Les médias, en effet, ne se contentent pas d'enregistrer ou de diffuser des informations : ils participent activement à la construction collective du sens de la crise climatique en traduisant les données scientifiques en récits accessibles, porteurs de valeurs politiques et symboliques. Comme l'a observé Gianfranco Marrone (2024), c'est « dans la traduction entre science et information, dans cet interstice où toutes deux se donnent sur la scène du discours, ou, si l'on préfère, dans l'arène médiatique, qu'elles trouvent leur raison d'être sémiotique, leur plausibilité culturelle » (2024 : 49, *trad. notre*). Dans ce cadre – et en mobilisant à nouveau la pensée latourienne –, les médias peuvent ainsi être lus comme de véritables laboratoires de traduction, où faits scientifiques, intérêts politiques et sensibilités culturelles sont sans cesse négociés et réinterprétés. En ce sens, ils jouent un rôle crucial dans la définition même de ce que nous entendons par « crise climatique », contribuant à configurer les frontières du débat public et les formes de perception collective du risque. Un exemple emblématique de cette dynamique est représenté par les migrants climatiques, qui rendent visibles les conséquences humaines et géopolitiques du changement climatique, en montrant comment l'urgence environnementale se manifeste également en termes de crise de cohabitation, de distribution des ressources et de reconfiguration des frontières. Dans les discours médiatiques, la figure du migrant climatique acquiert une forte valeur représentative : elle traduit, en termes humains, la complexité du phénomène climatique, le rendant plus concret et compréhensible. Cette opération n'est pas neutre, puisqu'elle implique des choix narratifs et stratégiques qui contribuent à définir les responsabilités, les priorités et les modalités de la réponse collective. Partant de cette perspective – qui élargit la portée du changement climatique bien au-delà de sa seule dimension écologique –, cette étude analysera deux articles de la presse internationale afin d'observer comment les médias utilisent le nombre de migrants climatiques – des personnes contraintes de quitter leur territoire en raison de catastrophes naturelles et d'événements météorologiques de plus en plus fréquents et extrêmes – pour rendre perceptible l'impact humain du phénomène.

Il faut préciser que la figure du migrant climatique ne bénéficie d'aucune reconnaissance juridique, ni d'un fondement en droit international. Bien que les médias et les débats publics fassent fréquemment référence aux soi-disant « réfugiés climatiques », cette expression est impropre, dans la mesure où la *Convention de Genève* de 1951 ne prévoit pas de protection pour les personnes contraintes de migrer pour des raisons climatiques. Un second problème lié à cette figure concerne sa quantification.

Selon le *Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés* (HCR)³, sur la base des données de l'*Internal Displacement Monitoring Centre* (IDMC), à la fin de 2024, environ 123 millions de personnes étaient déplacées de force dans le monde en raison de conflits, de persécutions ou de catastrophes naturelles. Parmi elles, le rapport estime qu'environ 90 millions ont été contraintes de se déplacer à la suite d'événements destructeurs et de risques météorologiques, le plus souvent à l'intérieur de leur pays d'origine ou vers des territoires voisins. Cependant, tenter de mesurer avec précision les flux de migrants climatiques représente un défi méthodologique et politique majeur : les estimations varient fortement et demeurent difficiles à établir avec exactitude. Il n'existe aucun registre mondial officiel des migrants climatiques, et les déplacements liés à des événements environnementaux se superposent fréquemment à ceux provoqués par des conflits, la pauvreté ou des facteurs économiques, rendant ardue l'attribution d'une cause unique.

Dans ce cas, les mêmes considérations formulées par Latour (1999) à propos des données scientifiques s'appliquent également aux estimations et aux statistiques : selon le philosophe, les « faits » scientifiques ne sont jamais neutres, mais toujours construits au sein de réseaux d'instruments, de pratiques et de choix méthodologiques :

En explorant successivement les deux côtés de la frontière tracée par l'opposition vénérable des faits et des valeurs, nous commençons à comprendre que la notion de fait ne décrit pas mieux la production des savoirs (elle oublie aussi bien les étapes intermédiaires que le façonnage des théories), que la notion de valeur ne permet de comprendre la morale (elle prend ses fonctions après que les faits aient été définis et se retrouve sans autre recours que l'appel à des principes aussi universaux qu'impuissants). [...] La lutte contre l'idéologie savante semble donc avoir cet avantage de purifier les scientifiques de la pollution politique ou morale dont ils espéraient profiter ; elle les rappelle à l'ordre et leur impose de remplacer tous les amalgames de faits et de valeurs, par des faits, rien que des faits. La lutte contre l'usage idéologique de la Science, interdit à ceux qui doivent discuter des valeurs de se cacher derrière l'évidence de la nature en les obligeant à avouer leurs valeurs, rien que leurs valeurs, sans entraîner les sciences dans cette galère puisque, comme on dit, « ce qui est, ne peut suffire à définir ce qui doit être » (Latour 1999 : 144-146).

Comme pour les données scientifiques, les estimations relatives aux migrants climatiques reflètent elles aussi des décisions concernant ce qu'il convient de compter, la manière de les définir et les sources jugées fiables. En d'autres termes, même les chiffres statistiques, bien qu'ils diffèrent par nature des données scientifiques, sont intrinsèquement liés à des dimensions sociales, politiques et interprétatives. Les nombres, les statistiques et les représentations médiatiques elles-mêmes doivent donc être compris comme des éléments d'un réseau de médiations qui produit des effets de véridiction plutôt que de simples descriptions du réel ; ils ne sauraient dès lors être considérés comme des descriptions objectives, mais comme des narrations qui reflètent des choix de sens spécifiques. L'enjeu de cette analyse n'est donc pas de disqualifier les chiffres en tant que tels, mais d'interroger leur pouvoir configurateur, c'est-à-dire la manière dont ils participent à la production du sens public et des cadres de décision politique.

3 Le rapport peut être consulté à l'adresse suivante : www.unhcr.org/global-trends-report-2024.

Au regard de cette perspective, la question principale qui guide l'analyse est la suivante : comment la narration et la construction discursive du changement climatique varient-elles en fonction du nombre de personnes contraintes de migrer ? Il y a, en effet, une grande différence entre une situation où des millions de personnes se déplacent et une autre où il ne s'agit que de quelques centaines ou milliers d'individus. Le rapport d'échelle qu'il s'agit ici d'explorer est précisément celui qui lie le nombre de migrants climatiques à la narration et à la construction discursive du changement climatique.

4. Narrations du changement climatique entre l'échelle micro et macro

Parmi les nombreux articles qui abordent la relation entre changement climatique et migrations, deux cas emblématiques ont été retenus afin d'observer les effets sémiotiques produits par des configurations discursives contrastées. Le premier, intitulé "The Climate Migration Question : Rebuild or Relocate ?" et rédigé par la journaliste spécialisée en environnement Austyn Gaffney, publié dans *The New York Times*⁴, adopte une perspective localisée et micro-narrative, centrée sur l'expérience vécue des communautés frappées par les inondations dans l'est du Kentucky, un contexte de mobilité contrainte qui concerne quelques milliers de personnes. Le second, "Climate crisis could displace 1.2bn people by 2050, report warns", paru dans *The Guardian*⁵ et signé par le journaliste Jon Henley, mobilise au contraire une échelle macro-narrative et globale, fondée sur des projections statistiques et des scénarios à large portée géopolitique. Ces deux textes ne sont pas analysés ici comme des objets isolés, mais comme des dispositifs discursifs permettant de mettre en évidence la manière dont la variation de l'échelle reconfigure la signification même de la migration climatique. Si les récits médiatiques tendent à faire coïncider l'échelle micro avec le local et l'échelle macro avec le global, cette équivalence constitue elle-même un effet de mise à l'échelle qu'il convient d'analyser, et non de présupposer.

Le premier effet majeur du changement d'échelle concerne le régime pathémique mobilisé par les récits. À l'échelle micro, le changement climatique est configuré comme une épreuve vécue, incarnée et affectivement chargée. Dans l'article du *New York Times*, la narration repose sur des trajectoires individuelles marquées par la perte, le traumatisme et l'incertitude. Les voix directes rapportées tout au long du texte – "I don't care if there's six inches left [...] We won't sell it", "Now I don't want to live there. Because I know it's going to happen again", "I wanted to get my children out of the flood zone", "It may never leave us" – construisent un espace discursif fortement subjectivant, où la peur, le deuil, l'attachement au territoire et la responsabilité envers les enfants fondent les choix individuels. Ce régime pathémique confère au phénomène climatique la forme d'un drame humain localisé, inscrit dans une mémoire communautaire partagée. Le lecteur est invité à participer émotionnellement au récit, à travers un regard empathique, immergé dans l'intimité des expériences racontées. L'incertitude constitue ici un trait structurant : les sujets oscillent entre le désir de rester et la conscience de leur vulnérabilité, sans que l'atteinte de l'objet de valeur – la sécurité et la stabilité – puisse être garantie.

À l'échelle macro, en revanche, le régime pathémique se transforme profondément. Dans l'article du *Guardian*, l'émotion n'est plus mobilisée sous la forme de l'empathie envers des individus singuliers, mais comme une anxiété stratégique orientée vers la gestion du risque. Des formulations telles que

4 L'article peut être consulté à l'adresse suivante : www.nytimes.com/2025/01/28/climate/the-climate-migration-question-rebuild-or-relocate.html.

5 L'article peut être consulté à l'adresse suivante : www.theguardian.com/environment/2020/sep/09/climate-crisis-could-displace-12bn-people-by-2050-report-warns.

“mass displacement will lead to larger refugee flows to the most developed countries” déplacent l’affect du registre de la compassion vers celui de l’alerte institutionnelle. Là où, dans le cas du Kentucky, le récit insistait sur la persistance du traumatisme – “It may never leave us” – et sur la peur d’une répétition inévitable de la catastrophe – “Because I know it’s going to happen again” –, le discours global substitue à ces affects incarnés une préoccupation abstraite pour la stabilité sociale et géopolitique. La migration climatique n’est plus présentée comme une épreuve vécue, mais comme une menace potentielle pour l’ordre mondial, appelant une réponse préventive et collective.

La variation de l’échelle discursive ne transforme pas seulement la représentation du phénomène, mais modifie en profondeur les positions actantielles disponibles dans le récit. Le changement d’échelle opère comme un principe de redistribution actantielle, affectant la capacité des acteurs à occuper une position de sujet narratif. Dans les récits médiatiques analysés ici, le migrant climatique subit un déplacement analogue.

À l’échelle micro, il est construit comme un sujet d’expérience, porteur d’un point de vue singulier et inscrit dans une trajectoire individuelle. Dans le cas du Kentucky, l’actant-sujet est constitué par les habitants eux-mêmes, confrontés à la destruction de leur environnement et contraints de négocier, dans l’incertitude, entre la possibilité de rester et celle de partir. Le changement climatique, figuré par le débordement de la rivière Caney, occupe la position d’anti-sujet, initialement décrit comme “an unassuming creek”, avant d’être requalifié comme une force “horrific” ayant “tore through this quiet lane of green land [...] killing 45”. Ce basculement axiologique révèle la disproportion entre la vulnérabilité humaine et la puissance des forces naturelles, et fragilise l’illusion d’une stabilité territoriale héritée.

À l’échelle macro, cette configuration se recompose. Dans l’article du *Guardian*, le migrant climatique cesse d’être un sujet narratif doté d’une initiative propre pour devenir un objet de calcul, d’anticipation et de gouvernance. Désingularisé par la mise en série statistique, il perd sa capacité d’action discursive au profit d’une fonction d’alerte systémique. Les chiffres – tels que “1.2 billion people lived in 31 countries that are not sufficiently resilient” – transforment les populations déplacées en variables de projection, intégrées dans une logique de gestion du risque et de sécurité géopolitique. Là où le récit micro insistait sur l’asymétrie modale des choix – “not everyone can afford to leave the floodplain, and not everyone wants to” –, le récit macro homogénéise les trajectoires individuelles au profit d’une abstraction quantitative. L’effet d’actorialisation produit par le changement d’échelle ne consiste donc ni en l’apparition ni en la disparition d’un acteur, mais en la transformation de son statut actantiel au sein de la syntaxe du discours. Le migrant climatique n’est pas effacé du récit ; il est reconfiguré comme opérateur abstrait, dont la fonction principale est de signaler un déséquilibre systémique plutôt que de porter une expérience vécue. Ces différentes figures du migrant climatique ne sont pas contradictoires : elles correspondent à des positions actantielles différentielles, produites par le changement d’échelle et par les logiques narratives propres à chaque régime discursif. Le passage de l’échelle micro à l’échelle macro correspond ainsi à un déplacement de l’initiative narrative, du sujet incarné vers des acteurs collectifs et institutionnels appelés à gérer les conséquences de la crise climatique.

Le changement d’échelle affecte enfin les régimes de temporalité et de véridiction mobilisés par les récits. Dans le cas du *New York Times*, la temporalité est structurée par un passé idéalisé, associé à

la mémoire du lieu – “a quiet lane of green land” –, un présent dysphorique marqué par la perte et le traumatisme, et un futur incertain, perçu comme incontrôlable. La crédibilité du récit repose sur l’expérience vécue et le témoignage direct, produisant un effet de vérité fondé sur la proximité du réel. Le contraste entre l’apparente innocuité de la rivière – “an unassuming creek” – et sa capacité destructrice constitue un moment clé de rupture entre paraître et être, révélant l’effondrement d’une sécurité longtemps tenue pour acquise.

À l’inverse, l’article du *Guardian* inscrit la migration climatique dans une temporalité prédictive et projective. Les scénarios futurs sont présentés non comme de simples possibilités, mais comme des nécessités conditionnées par l’inaction politique. Des énoncés tels que “Over the next 30 years, lack of access to food and water will only increase without urgent global cooperation” ou “the world had 60 % less fresh water available than it did 50 years ago” produisent un effet de vérité fondé sur la scientificité, l’expertise et la quantification. Le discours opère ainsi dans un régime de l’avènement, où ce qui est annoncé est traité comme inévitable, réduisant la marge de contingence et d’intervention individuelle.

En définitive, l’analyse comparée met en évidence que le nombre de migrants climatiques ne constitue pas une simple donnée objective, mais un véritable opérateur de mise à l’échelle. Dans le cas du *New York Times*, les proportions internes du récit sont définies par les histoires individuelles et la mémoire locale, produisant un effet de sens fortement subjectivant. Dans le *Guardian*, le saut d’échelle paradigmatique intègre le phénomène dans un système de renvois globaux, statistiques et géopolitiques, transformant la migration climatique en risque systémique. Le changement d’échelle ne modifie donc pas seulement l’intensité du phénomène, mais sa signification même : la migration climatique passe d’un drame humain localisé à un impératif de sécurité et de gouvernance mondiale. Le nombre agit ainsi comme un dispositif rhétorique et sémiotique qui configure la perception du changement climatique, en orientant les émotions, les responsabilités et les modalités de l’action politique.

5. Conclusions

L’analyse ici réalisée met en évidence que le nombre de migrants climatiques ne constitue pas une simple donnée descriptive, mais fonctionne comme un opérateur discursif de mise à l’échelle, capable de reconfigurer profondément la perception du changement climatique, ses enjeux politiques et les formes de responsabilité qui lui sont associées. Selon l’échelle narrative mobilisée, le phénomène apparaît tantôt comme une épreuve humaine localisée, incarnée dans des trajectoires individuelles et des mémoires communautaires, tantôt comme un risque systémique global, appelant des dispositifs de gouvernance, de sécurité et de planification à long terme. Le passage d’une échelle à l’autre ne correspond donc pas à un simple changement de focale, mais produit une transformation qualitative de la signification même attribuée à la migration climatique.

L’approche comparative a montré que ce changement d’échelle engendre des effets sémiotiques différenciés sur l’organisation du discours. À l’échelle micro, la narration privilégie un régime pathémique fondé sur l’empathie, la proximité et l’expérience vécue, construisant le migrant climatique comme un sujet d’épreuve et de décision, certes fragile et vulnérable, mais encore doté d’une capacité d’agir narrative. À l’échelle macro, en revanche, la mise en série statistique et la projection prospective opèrent une désingularisation des trajectoires, transformant ce même migrant en une figure abstraite, intégrée à des scénarios de risque, de gestion collective et de sécurité géopolitique. Ce déplacement

scalaire s'accompagne d'effets d'actorialisation significatifs : l'acteur ne disparaît pas du récit, mais voit son statut actantiel se modifier, passant du sujet narratif incarné à l'opérateur abstrait de mise en alerte systémique. Ces transformations sont étroitement liées aux régimes de temporalité et de véridiction mobilisés par les discours médiatiques. Les récits ancrés dans une échelle locale fondent leur crédibilité sur le témoignage, la mémoire et la proximité du réel, produisant un effet de vérité par l'expérience vécue. À l'inverse, les récits globaux s'appuient sur des dispositifs de scientificité, de quantification et de prévision, produisant un effet d'inéluctabilité qui tend à réduire l'espace de la contingence et de l'action individuelle. Le changement climatique est ainsi narré tantôt comme une rupture brutale du quotidien, tantôt comme un avenir déjà tracé, ce qui influe directement sur les modalités de l'engagement politique et de la mobilisation collective.

Dans cette perspective, la réflexion de Bruno Latour permet d'éclairer les limites des cadres interprétatifs fondés sur l'opposition entre Local et Global. Comme l'ont montré ses travaux, ces deux attracteurs sémantiques peinent à rendre compte de la complexité des phénomènes écologiques contemporains. Le Local, pensé comme un espace clos et stabilisé, tend à enfermer la crise dans une expérience située, neutralisant sa portée collective ; le Global, à l'inverse, renvoie à un horizon d'illimitation abstrait, dépourvu de toute inscription terrestre effective, au risque de dissoudre les responsabilités politiques. Dès lors, le passage de l'un à l'autre ne saurait être conçu comme une simple variation de point de vue le long d'un même continuum spatial.

La notion de *Terrestre* ouvre ainsi un espace conceptuel alternatif, permettant de dépasser l'opposition entre Local et Global et de sortir de la seule logique de la quantification. Elle invite à penser le changement climatique non comme un objet distant à mesurer ou à gouverner, mais comme une condition partagée qui engage simultanément humains, territoires et non-humains dans un même champ de dépendances et de contraintes. Comme l'écrit Bruno Latour dans *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique* (2017b) :

Disons pour l'instant le Terrestre, avec un T majuscule pour bien souligner qu'il s'agit d'un concept ; et même, pour préciser d'avance vers quoi on se dirige : le Terrestre comme nouvel acteur-politique. L'événement massif qu'il s'agit d'encaisser concerne en effet la puissance d'agir de ce Terrestre qui n'est plus le décor, l'arrière-scène, de l'action des humains. On parle toujours de géopolitique comme si le préfixe « géo » ne désignait que le cadre dans lequel se déroule l'action politique. Or ce qui est en train de changer, c'est que « géo » désigne dorénavant un agent qui participe pleinement à cette vie publique (2017b : 56-57).

En ce sens, reconnaître le *Terrestre* comme nouvel acteur politique revient à modifier les cadres mêmes de l'intelligibilité politique de la crise climatique, en déplaçant l'attention des seuls indicateurs quantitatifs vers les relations concrètes de cohabitation, de vulnérabilité et de responsabilité qui structurent l'habiter terrestre. Penser la migration climatique dans cette perspective implique de dépasser la seule gestion des chiffres – combien de personnes, où et dans quels délais – pour interroger les relations d'interdépendance qui lient les êtres humains, les territoires et les non-humains. C'est dans ce déplacement, plus que dans la multiplication des estimations, que se joue la possibilité de rendre la crise climatique politiquement intelligible et véritablement partageable dans l'espace public.

Bibliographie

LATOURE, Bruno

1999 *Politiques de la nature : comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte.

LATOURE, Bruno

2015 *Face à Gaïa : huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte.

LATOURE, Bruno

2017a « L'Europe refuge », *L'âge de la Régression*, Paris, Premier Parallèle.

LATOURE, Bruno

2017b *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.

MARRONE, Gianfranco

2024 *Nel semiocene*, Roma, LUISS University Press.

MIGLIORE, Tiziana et COLAS-BLAISE, Marion

2022 *Semiotica del formato*, Milano-Udine, Mimesis.

TASSINARI, Carlo Andrea

2025 « Au bout du tunnel. Vers un protocole d'analyse sémiotique des controverses écologiques : le cas du projet Lyon-Turin en France », *Actes Sémiotiques*, 132.

VIRGOLIN, Luigi, *et al.*

2025 « Normativité et construction des collectifs dans la justice environnementale. Traductions intersémiotiques de la Convention d'Aarhus », *Actes Sémiotiques*, 133.

Pour citer cet article : Antonio CETANI. « Migration climatique : mesurer l'immesurable ? », *Actes Sémiotiques* [En ligne]. 2026, n° 134. Disponible sur : <<https://doi.org/10.25965/as.9295>> Document créé le 03/02/2026

ISSN : 2270-4957